

Turquie : le scrutin du 23 juin 2019 à Istanbul, l'échec d'Erdogan, les dilemmes et défis de l'opposition

dimanche 30 juin 2019, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2019).

La réponse des stambouliotes à l'annulation arbitraire du scrutin concernant la mairie de la métropole turque fut brutale. Alors que l'écart entre les deux candidats lors des élections municipales du 31 mars 2019 était de l'ordre de 0,16% en faveur du candidat de l'opposition, il a atteint les 9,22% lors du scrutin renouvelé du 23 juin 2019. Ekrem Imamoglu, candidat du CHP (Pari républicain du peuple) et de l'opposition - toute tendance confondue -, l'emporta ainsi avec 54,21% des voix contre 44,99%.

La rhétorique antiterroriste n'a pas payé

Ce fut un véritable désarroi pour le régime d'Erdogan que de perdre sa vitrine lors du premier scrutin. En effet la municipalité d'Istanbul, où commença son ascension en tant que maire en 1994, à travers un subtil transfert de ressources permit aussi l'émergence d'une bourgeoisie pieuse, véritable pilier de l'AKP [1]. Capitale économique et culturelle du pays, Istanbul représente aujourd'hui la concrétisation des méga projets du Chef (troisième pont et canal sous-marin reliant les deux continents, plus grand aéroport du monde, de même que le projet d'un deuxième Bosphore...) et possède un budget annuel de 6 milliards d'euros. Mais sous-estimant ce petit maire de district (Ekrem Imamoglu), pratiquement inconnu jusqu'alors, Erdogan misa une fois de plus sur une propagande générale basée sur la criminalisation de l'opposition.

Le Président turc, accompagné de son ministre de l'intérieur Süleyman Soyly, multiplia les meetings, au prix de laisser son poulain candidat, l'ancien Premier ministre Binali Yildirim, dans l'ombre. La « survie de l'Etat » face à une opposition « soutenant le terrorisme » représentait selon lui le véritable enjeu de ce scrutin, dont la campagne fut menée tel qu'aurait pu l'être une présidentielle. Toutefois la rhétorique antiterroriste, déployée depuis le coup d'Etat raté de 2016 ne suffit pas cette fois à remporter la victoire. A quelques milliers de voix près Imamoglu, à la suite de maintes manœuvres étatiques et de nombreux recours de la part de l'AKP, fut élu maire d'Istanbul pour... 16 jours. Sous une forte pression de la part du Président, le Haut Conseil électoral (YSK) annula finalement les élections sous prétexte que certains présidents de bureaux de vote n'étaient pas fonctionnaires, pratique courante lorsque le nombre requis de fonctionnaire n'est pas atteint. Toutefois le YSK ne put fournir aucune preuve que ces derniers avaient commis une quelconque irrégularité (d'autant plus que des responsables AKP étaient présents dans chaque bureau) et décida même d'organiser le second scrutin avec le même personnel...

Toutes ces contradictions et un pragmatisme sans égal déployé par l'AKP lors de la seconde campagne - reflétant un désarroi complet - s'ajoutèrent à un mécontentement général provoqué

avant tout par les effets de la crise économique (avec notamment 25% de chômage jeune à Istanbul). En outre, le discours conciliateur mais aussi la mise en avant de ses origines conservatrices, ainsi que le caractère confiant et calme d'Imamoglu - donc tout à l'opposé de l'arrogance et de l'agressivité d'Erdogan - semble avoir pesé sur les résultats. Ce dernier l'emporta ainsi avec plus de 800'000 voix d'écart contre son adversaire alors que la différence entre les deux candidats n'était que de 13'700 lors du premier scrutin. Fait encore plus surprenant et significatif, tandis que Yildirim perdait des voix dans tous les districts, y compris les bastions de l'AKP, Imamoglu arrivait en tête dans 13 des 24 districts d'Istanbul (sur 39 au total) remportés par l'AKP lors du premier scrutin. Une défaite cuisante qui ne résulte pas seulement de la mauvaise gestion de la municipalité d'Istanbul et du gaspillage flagrant de ressources au profit des entreprises pro-AKP et des fondations islamistes soutenues par le régime, faits révélés par Imamoglu lors de son court mandat. Mais cette débâcle signifie inéluctablement une remise en question de l'administration d'Erdogan y compris dans sa base électorale.

La carte kurde

L'un des enjeux du scrutin renouvelé était pour l'AKP de motiver l'électorat conservateur-nationaliste pour aller voter et... voter Yildirim. Ainsi fut mobilisée toute une panoplie d'arguments visant à révéler les prétendues origines grecques d'Imamoglu ainsi que son adversité à la religion au point de le comparer au général putschiste Sissi [2].

Mais l'autre enjeu a été de convaincre l'électorat kurde, qui compte à Istanbul près d'un million et demi d'habitants. Selon une analyse récente 26% des Kurdes (pour la plupart conservateurs) ont voté lors des municipales du 31 mars 2019 pour le candidat de l'AKP tandis que 56% ont affiché leur préférence pour Imamoglu. Parmi la population kurde stambouliote, aux alentours de 260'000 personnes, soit 18%, ne se sont pas déplacées pour aller voter [3].

La première mesure prise par l'Etat pour renforcer cette participation en faveur de Yildirim fut de permettre à Abdullah Ocalan, le leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) emprisonné depuis vingt ans, de voir ces avocats, ce qui lui était empêché sous divers prétextes par les autorités depuis huit ans. La réunion de presse organisée par ses avocats à la suite de la visite eut lieu le même jour - le 6 mai - que l'annulation du scrutin du YSK [4]. Cette visite avait pour objectif d'être interprétée comme l'annonce d'un nouveau tournant dans les rapports entre l'Etat turc et le mouvement kurde qui, depuis la rupture du processus de négociation et la reprise des conflits armés en 2015, est soumis à une répression massive. D'autres actes d'ordre mineur comme la prononciation du mot « Kurdistan » par Yildirim ou la possibilité de faire rapatrier la tombe du chanteur kurde Ahmet Kaya se trouvant au Père Lachaise étaient censés représenter autant de clins d'œil dans cette direction. L'AKP transporta aussi à Istanbul tous ses députés kurdes de même que des chefs religieux locaux et des personnalités de tribus kurdes (« asiret »).

Mais la plus grosse tentative pour convaincre l'électorat kurde fut le dévoilement d'une lettre d'Ocalan demandant au HDP (Parti démocratiques des peuples) de conserver sa neutralité lors du scrutin. L'existence d'une telle lettre fut annoncée par un universitaire qui, lors d'une visite à Ocalan - du jamais-vu -, apprit que ce dernier avait remis la lettre à ses avocats deux jours plus tôt. Néanmoins, ses avocats ne l'avaient pas encore rendue publique. Il s'avéra ensuite que la visite de l'universitaire avait été décidée lors d'une réunion où le Président turc et le Chef des services de renseignements étaient présents. Si des personnalités du HDP réfutèrent au début l'existence d'une telle lettre, il fut révélé ensuite qu'elle était véridique. Les avocats déclarèrent, en se basant sur les discussions qui eurent lieu lors de cette visite, que « l'impartialité » dont parlait Ocalan signifiait la préservation d'une position de « troisième voie » prônant la « conciliation sociale » face à la polarisation actuelle et n'était donc pas une indication directe pour les élections. Ils ajoutèrent que le leader du PKK avait bien précisé qu'il « appartenait au HDP de prendre ses décisions ». Les

principaux acteurs du mouvement kurde comme la direction du PKK, le HDP et son ex-leader Selahattin Demirtas, en détention lui aussi depuis deux ans et demi, annoncèrent qu'ils préserveraient la même tactique de soutien à Imamoglu afin d'affaiblir l'AKP tout en soulignant qu'ils partageaient les analyses d'Ocalan.

Bien qu'Erdogan et son allié ultranationaliste Devlet Bahçeli (secrétaire du Parti d'action nationaliste) exprimèrent qu'il était question d'un combat de pouvoir entre Demirtas et Ocalan – pour renforcer la discorde – et insinuèrent presque que la position de ce dernier était plus conséquente, ceci n'eut pas d'effet dans le mouvement kurde et attira surtout une réaction dans les rangs nationalistes de l'alliance au pouvoir. Nous manquons encore d'analyses détaillées sur les comportements de vote des Kurdes d'Istanbul lors du dernier scrutin. Toutefois on peut affirmer que dans les districts où la population kurde est très présente, il est question d'une importante hausse dans la participation et bien entendu dans les votes pour Imamoglu. Il est aussi trop tôt pour évaluer les conséquences de l'affaire de cette fameuse lettre. Est-ce qu'elle sera réduite à un petit incident dans la gestion de la realpolitik ou bien soufflera-t-elle sur les braises des tensions latentes au sein du mouvement [5] ? Mais quoi qu'il en soit cette instrumentalisation sans pareil de la question kurde et de l'aspiration à la paix a été largement interprétée comme le signe d'un régime en détresse, déboussolé, prêt à pragmatisme accentué pour assurer sa survie.

Le vote anti-migrants

Une autre facette de la victoire de l'opposition concerne une question autrement plus épineuse, celle des migrants syriens et de la xénophobie croissante au sein de la population du pays. Il y a aujourd'hui plus de 3,5 millions de Syriens en Turquie et entre 700'000 et 750'000 d'entre eux vivent à Istanbul. Les effets de la crise et notamment le chômage renforcent l'antipathie – historiquement construite, et donc aux traits « traditionnels » – turque envers les Arabes. Les Syriens sont accusés, comme dans tout discours raciste qui ne se définit pas comme tel, de voler le travail de la population locale par le fait d'être embauchés à des salaires plus bas, de profiter de privilèges dont sont démunis les citoyens turcs, etc.

A cela s'ajoute toute sorte de légendes urbaines comme quoi les Syriens vont acquérir la nationalité turque (et pourront ainsi voter pour l'AKP), qu'ils ne payent pas d'impôts et de factures (d'électricité, de chauffage), qu'ils reçoivent un salaire de la part de l'Etat, qu'ils peuvent ouvrir des commerces sans permis et ainsi de suite. La réalité est pourtant tout autre. Les Syriens en Turquie ne bénéficient pas du statut de réfugié mais sont considérés comme des « invités ». Ceci les prive de bien des droits élémentaires garantis par la législation internationale, comme l'accès au logement ou à l'emploi, ce qui engendre des conditions de vie extrêmement précaires, plus de 90% vivant en dehors des camps.

Toutefois dans le contexte de polarisation politique et culturelle régnant dans le pays personne ne s'attarde sur ces détails et la « conscience populaire » préfère assimiler les propos les plus compatibles avec ses « croyances ». La présence syrienne sur le territoire turc est jugée ainsi par de grands secteurs de l'opinion publique laïque comme l'un des aspects de l'islamisme arabophile de l'AKP et le soutien fourni aux bandes djihadistes en Syrie par le régime renforce cette conviction.

Cela étant, le mécontentement envers les migrants syriens ne vient pas seulement du nationalisme séculier mais règne dans tous les secteurs de la population. Par exemple, les résultats d'un sondage réalisé en 2017 montrent que ceux qui souhaitent le renvoi des Syriens après la fin de la guerre sont de 83,2% chez les pro-AKP, 75,9% chez les pro-HDP et 94,9% chez les pro-CHP [6]. La recherche menée par TEAM et Rawest citée plus haut signale aussi que la question des migrants syriens est, aux côtés de la dégradation de la situation économique, une de principales raisons pour les Kurdes conservateurs de n'être pas allés voter pour l'AKP aux municipales du 31 mars 2019. A titre

d'anecdote, un architecte d'origine azerbaïdjanaise, la trentaine passée, me confiait lors d'un entretien réalisé pendant un meeting d'Imamoglu dans le district populaire et plutôt conservateur d'Esenyurt, qui abrite un nombre considérable de Kurdes et de Syriens et dont la mairie est passée de l'AKP au CHP : « Je suis d'une famille qui vote traditionnellement pour le MHP (extrême-droite), mais j'ai voté le 31 mars pour Imamoglu et je vais revoter pour lui car ça me désole de voir tous ces commerces syriens alors que nos frères Kurdes ne peuvent même pas parler leur langue tranquillement. » Une bien lugubre fraternisation entre les peuples...

Ainsi, indépendamment de ses discours, Imamoglu a été considéré par une partie de ses électeurs comme un potentiel sauveur qui annulerait les « privilèges » dont jouissent les Syriens et qui les renverraient « chez eux ». Dans les heures qui suivirent la confirmation de la victoire d'Imamoglu était lancé l'hashtag #lessyriensvontfoutrelecamp...

Face à ces attentes Imamoglu a exprimé maintes fois qu'il souhaitait que les Syriens rentrent dans leur patrie une fois que les conditions de paix seraient assurées dans le cadre de l'unité nationale de la Syrie et que pour ceci la mairie d'Istanbul allait travailler de façon effective avec les plateformes internationales. En outre, le candidat a aussi déclaré que les problèmes en question (dont par exemple les questions de sécurité, le « changement du mode de vie et de la texture des rues dans nos quartiers ») provenaient des politiques non contrôlées, non planifiées et insoutenables menées depuis des années par le gouvernement. Toutefois Imamoglu envisage aussi de créer une unité de l'immigration au sein de la mairie afin de prendre des mesures pour résoudre les problèmes sanitaires, de nutrition et d'abus notamment des femmes et enfants réfugiés.

Des tendances contradictoires se cristallisent dans cette victoire de l'opposition à Istanbul. Le soutien des Kurdes de même que les attentes concernant la question des migrants sont autant de défis pour Imamoglu qui jusqu'à sa victoire a tenté de satisfaire toutes les parties de l'opposition. Mais il s'agit maintenant de prendre des mesures concrètes. Et le fait qu'Erdogan semble enclin à faire obstruction au fonctionnement de la mairie à travers la majorité qu'il détient dans le conseil municipal rend la tâche encore plus difficile. (Article envoyé par l'auteur en date du 28 juin 2019)

Uraz Aydin

Notes

[1] Voir Uraz Aydin, ESSF (article 48390), [Elections municipales du 31 mars en Turquie : l'opposition perce, le bloc d'Erdogan « résiste »](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48390).]] : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48390>

[2] Voir Ariane Bonzon et Uraz Aydin, ESSF (article 49420), [En Turquie, le camp islamique se fissure](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49420).]] : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49420>

[3] https://rawest.com.tr/wp-content/uploads/2019/06/?stanbul-Kürt-Seçmen_final.pdf

[4] Voir ci-dessous Uraz Aydin, « Fragments socio-politiques du paysage de l'entre-deux élections »

[5] Voir Uraz Aydin, ESSF (article 47212), [Dans la Turquie d'Erdogan, que devient le HDP, Parti démocratique des peuples ?](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47212) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47212>

[6] <https://goc.bilgi.edu.tr/media/uploads/2018/02/05/bilgi-goc-merkezi-kutuplasmanin-boyutlari-2017-sunum.pdf?fbclid=IwAR2Kd-0QKAARxGSRoFcg4tVM2yh2-Xs5nD5tPlqrJ31rDRlQfstMi8qvLo>

• Publié par Alencontre le 29 juin 2019 :

<http://alencontre.org/asia/turquie/turquie-dilemmes-et-defis-la-victoire-de-lopposition-a-istanbul-au-miroir-des-questions-kurde-et-syrienne.html>

Fragments socio-politiques du paysage de l'entre-deux élections

Il y a un an, une ambiance de victoire. Quid le 23 juin 2019 ?

Les élections municipales d'Istanbul qui ont eu lieu le 31 mars 2019 ont finalement été annulées par le Haut Conseil électoral cinq semaines plus tard, suite à une flagrante pression politique de la part du Président Erdogan. A quelques milliers de voix près, Ekrem Imamoglu, le candidat du CHP (Parti républicain du peuple) soutenu par quasiment toutes les factions de l'opposition, l'avait emporté face à l'ancien Premier ministre Binali Yildirim, candidat de l'AKP (Parti de la justice et du développement). Toutefois le bloc d'Erdogan, dénonçant des « irrégularités massives », avait refusé d'accepter la défaite dans la capitale économique et culturelle du pays et déposé plusieurs recours pour un recomptage des voix [1]. Mais malgré ceci Imamoglu devançait toujours son adversaire.

Ainsi, en désespoir de cause l'AKP déposa un ultime recours dit « extraordinaire » pour l'annulation des résultats et la re-convocation d'un nouveau scrutin. Le motif de l'annulation : tout aussi grotesque que ceux des recours précédents avait trait au fait que quelques centaines de bureau de vote n'étaient pas présidés par des fonctionnaires, comme il se doit. Un fait courant lorsque pas assez de fonctionnaires ne se présentent auprès des bureaux de vote. Ce qui n'avait jamais été dénoncé lors d'élections précédentes. Les quatre membres du conseil ayant voté contre l'annulation (contre 7 « pour ») ont précisé qu'il n'y avait aucune preuve que les directeurs des bureaux de vote concernés aient commis un quelconque acte pouvant changer les résultats, d'autant plus que des représentants de tous les partis (dont l'AKP) étaient présents pendant le déroulement du scrutin et le décompte des voix. De plus, le fait que l'annulation ne concerne que la municipalité d'Istanbul - perdue par l'AKP - et pas les élections de conseils municipaux, de maires de districts et de quartiers dont les bulletins se trouvaient dans la même enveloppe a suscité de vives réactions, y compris de la part de figures pro-AKP.

Regain de violence

A la fin du mois d'avril, alors que le verdict du Haut Conseil électoral n'avait pas encore été prononcé, le leader du CHP, principal parti d'opposition républicain et nationaliste, Kemal Kilicdaroglu se rendait aux funérailles, à Ankara, d'un soldat tué lors d'un affrontement avec des militants du PKK. Le président du CHP dû faire face, à cette occasion, à une tentative de lynchage, qui s'avéra par la suite être très probablement préméditée. Les assaillants, certains armés de bâtons en fer et scandant « à bas le PKK », « Allahu Akbar », « les traîtres dehors » lançaient des projectiles en direction de Kilicdaroglu, qui reçut dans la foulée des coups de poing sur la figure avant de pouvoir se réfugier dans une maison.

Parmi les divers responsables politiques, ministres et bureaucrates (le chef de la police !) assistant aux funérailles se trouvait aussi l'ancien chef de l'Etat-Major et actuel ministre de la Défense qui, appelant la foule à se disperser, déclarait que « le message était passé, la réaction avait été exprimée »...

Interpellé, l'agresseur qui frappa Kilicdaroglu, Osman Sarigun (membre de l'AKP), fut relâché par la suite et placé sous contrôle judiciaire. S'il fut l'objet d'une procédure disciplinaire afin d'être exclu du parti, il a été qualifié de « héros de la nation » par des députés AKP et une vaste campagne de soutien fut organisée sous le hashtag « Tonton Osman n'est pas seul ». Ceci montre le climat de haine au sein de la société qui résulte d'une propagande incessante de la part du pouvoir identifiant toute opposition avec le « terrorisme ». Le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu, qui avait affirmé plusieurs mois auparavant avoir donné l'ordre aux préfets de ne pas accepter les responsables du CHP lors des funérailles de soldat, réagit à cet événement en affirmant que « lors des municipales le CHP a été partenaire avec le HDP (Parti démocratique des peuples) qui est la branche politique du PKK, ceci la nation ne l'oublie pas, ce qui peut engendrer des risques de sécurité ».

Par la suite, dans le courant du mois de mai, cinq journalistes ayant critiqué des administrations municipales AKP ont été violemment agressés par des groupes de deux ou trois personnes (avec usage de bâton, couteau ou arme à feu). Une jeune femme déclarant avoir participé à la souscription pour la campagne d'Imamoglu avait aussi été blessée à coups de couteau.

Le retour d'Ocalan

Dans la journée du 6 mai où la décision de l'annulation des élections d'Istanbul allait être déclarée, une autre réunion de presse était organisée par les avocats d'Abdullah Ocalan, leader du PKK détenu depuis vingt ans dans la prison de l'île d'Imrali dans la mer de Marmara. En effet, quelques jours auparavant Ocalan avait eu l'occasion de parler avec ses avocats, chose qui lui a été interdite de facto depuis 8 ans. Dans la lettre qu'il leur avait confiée Ocalan appelait les forces kurdes de Syrie du nord, liées au PKK, à s'engager à une résolution de la crise syrienne dans le respect de l'unité du pays, tout en prenant en compte les sensibilités de l'Etat turc. Un deuxième point concernait la grève de la faim engagée par des milliers de détenus kurdes afin de lever l'isolement de Ocalan. Le chef du PKK appelait à terminer la grève.

Le fait que la visite ait été rendue possible par l'Etat juste dans les jours précédant l'annulation des élections a été considéré par divers commentateurs comme une manœuvre du régime en vue de convaincre l'électorat kurde d'Istanbul de ne pas aller voter pour le candidat de l'opposition lors du nouveau scrutin le 23 juin. Car en effet le vote kurde à Istanbul est crucial (plus de 10%) et est en position de définir le vainqueur. Des journalistes « organiques » de l'AKP ont insinué qu'il pourrait être question d'une amélioration des conditions de détention d'Ocalan et de la libération de Selahattin Demirtas, ancien leader du HDP.

Cet événement a aussi fait ressurgir le malaise d'une partie de l'électorat nationaliste anti-AKP concernant l'alliance - non officielle mais irréfutable - entre le CHP et le HDP. La rumeur d'une relance des négociations avec Ocalan a suffi pour que s'exprime massivement sur les réseaux sociaux le soupçon que les Kurdes allaient changer de camp, alors que des milliers de militants (y compris des députés et des maires) sont derrière les barreaux et qu'une centaine de municipalités HDP avaient été mises sous tutelle de l'Etat lors des dernières années [2]. Ceci met en évidence combien l'alliance en cours est fragile. De plus il n'est pas irraisonnable de considérer cette manœuvre aussi comme une tentative de semer la discorde au sein des forces de l'opposition dont la seule force réside dans son unité.

Face à ces accusations d'abord la direction du HDP puis celle du PKK ont déclaré que la politique du mouvement kurde concernant les élections d'Istanbul n'avait pas changé et qu'ils soutiendront les forces démocratiques (donc Imamoglu). Finalement Demirtas, lors d'un entretien par l'intermédiaire de ces avocats, réagit à cette rumeur : « Si j'étais de nature à faire des marchandages de cette sorte [pour être libéré], je ne serais pas ici depuis deux ans et demi. Nous vaincrons en résistant et non en mendiant. »

Mesures d'austérité à l'horizon

La crise frappe à la porte, et de plus en plus fort. La valeur de la livre turque face aux devises internationales (et principalement le dollar américain) ne cesse de chuter et l'annulation des élections ne contribue certes pas à renverser la tendance. Ainsi le Revenu national brut et le RNB par habitant exprimé en dollars a chuté au niveau de 2009. Si l'inflation baisse depuis quelques mois, ceci n'affecte aucunement les prix des produits alimentaires ayant fortement augmenté lors de cette période.

Pour illustrer, avec la somme d'argent qui permettait d'acheter 8 oignons et 8 pommes de terre en début de 2018, il n'est possible aujourd'hui de se procurer que 3 oignons et 4 pommes de terre... Par ailleurs, s'endettant amplement par des crédits bon marché dans la décennie passée, la dette du secteur privé aujourd'hui atteint 247 milliards de dollars, dont 123 milliards sont à rembourser à court terme.

Le gouvernement projette, pour faire face à cette récession, d'appliquer des mesures d'austérité concordant avec les conseils du FMI dans son rapport de 2018 et incluant une réforme des retraites et le remplacement du système actuel d'indemnisation par un fonds privé, ce qui pénalisera incontestablement les salarié·e·s. Toutefois ce « nouveau programme économique » attend probablement pour être mis en application le déroulement du nouveau scrutin, le gouvernement redoutant des effets néfastes concernant les mouvements de vote provenant de sa propre base électorale [3]. Le Président Erdogan a récemment bien résumé la question de son propre point de vue en commentant les résultats du dernier scrutin : « Tu leur remplis le ventre et ils ne viennent même pas voter pour toi. » Donc à ventre creux, le risque se ferait plus grand...

Dans un autre discours récent, encore plus frappant, Erdogan déclarait que « diviser la société en classes selon le travail qu'ils accomplissent, déduire des conclusions de leurs conflits et de là bondir à des théories idéologiques, il n'y a pas de place pour tout cela dans notre culture. Si dans une usine le patron et l'ouvrier cassent le jeûne à la même table, s'ils prient côte à côte à la mosquée, si au cimetière ils reposent en paix dans la même rangée, il ne saurait y avoir moralement de division de classe. » Etant donné que pour le moment les résistances ouvrières sont plutôt maigres et très dispersées, on se demande bien pourquoi le chef de l'Etat a ressenti le besoin de parler de conflits de classes. Anticiperait-il sur l'unique mobilisation ayant le potentiel de briser sa base et lui faire perdre son pouvoir ?

Réaction de la grande bourgeoisie

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle ce n'est pas la classe d'en bas qui gronde mais bien celle d'en haut. L'organisation de la grande bourgeoisie occidentaliste, le TÜSIAD (Association des industriels et hommes d'affaires turcs), à la suite de l'annulation des élections, a réagi sèchement en rappelant que « la principale propriété d'une démocratie qui fonctionne bien est que le pouvoir puisse changer par des élections. Dans des périodes où les pouvoirs en place et les leaders ont du mal à faire face à des problèmes épineux, c'est seulement la démocratie qui peut développer des solutions. »

Ainsi selon Tuncay Ozilhan, président du Conseil supérieur de consultation de la TÜSIAD, les défaillances en matière de démocratie fragilisent aussi l'économie et font obstacle aux investissements : « pour ne pas subir de changement de cap, nos points d'ancrage doivent être l'économie de marché libre, l'alliance avec le système international basé sur des règles et, à l'intérieur du pays, la démocratie et la supériorité de la justice ». Le Président du TÜSIAD Simone Kaslowski a réagi aussi lors de la même réunion en mettant en garde contre le fait de « donner l'impression d'abandonner l'économie de marché libre et d'être à la recherche d'un nouveau modèle » et a appelé à appliquer les réformes structurelles dès le lendemain des nouvelles élections.

La réponse d'Erdogan n'a pas tardé à venir et fut tout aussi sèche, comme l'on aurait pu s'y attendre de sa part. Selon lui le discours tenu par Ozilhan reflétait son « indigestion de la démocratie ». « Il y a ceux qui nous frappent de l'extérieur, mais je saurais demander des comptes à ceux qui nous frappent de l'intérieur (...). Ce ne sont pas vos dollars ou vos euros qui vous sauveront, c'est cette nation qui va vous sauver », répliqua-t-il vertement.

Serait-ce un signe d'adieu définitif de la part de TÛS ?AD à Erdogan et non une de ces controverses auxquelles on a pu assister par le passé, ainsi que l'avancent certains commentateurs ? Ou bien un ultimatum afin de forcer Erdogan à prendre des mesures afin de redresser la situation économique et reprendre le « cap » de l'Union européenne ?

Comme le souligne très justement l'économiste marxiste Ümit Akçay dans ses chroniques sur la crise, il ne faut pas se fier à la rhétorique sur la démocratie et la justice déployée par TÛSIAD. Ce qu'elle demande c'est juste une « démocratie d'investisseur » [4]. Le fond du problème réside, selon lui, dans le fait que l'AKP comme coalition de diverses fractions du capital et dont la base électorale repose sur de vastes couches laborieuses n'a pas réussi à se décider sur le programme économique à mener. Sinon, ainsi que Akçay le précise, tant que la croissance économique, l'accumulation de capital est assurée le caractère démocratique ou autoritaire du régime n'est pas déterminant. Contentons-nous, pour notre part de rappeler que cette association (TÛSIAD) avait applaudi l'instauration du système hyper-présidentialiste d'Erdogan qui fut une étape définitive dans la construction du régime dictatorial.

Un nouveau parti... ou deux ?

L'ancien premier ministre Ahmet Davutoglu - mis à l'écart en 2016 en raison de sa réticence à s'aligner complètement sur les positions d'Erdogan mais qui était resté dans le parti tout en ne se prononçant que très rarement sur l'actualité politique - a finalement publié un « manifeste » de quinze pages.

Sous le titre de « Constats et suggestions concernant les élections du 31 mars 2019 et la situation politique », Davutoglu a ainsi critiqué pour la première fois de façon aussi compréhensive les politiques menées par Erdogan, de l'autoritarisme à la gestion de l'économie, des mesures sécuritaires excessives à l'usage de la religion à des fins politiques en passant par le langage arrogant du Président (produisant une « rupture psychologique avec la moitié du pays »), l'alliance avec le MHP d'extrême-droite et le poids de la famille d'Erdogan dans la direction de l'État.

Cependant la plupart des faits mentionnés n'avaient nullement fait l'objet de protestation de la part de Davutoglu lorsqu'il était en charge, quand il n'avait pas directement contribué à leur émergence. Toutefois si le texte en question appelle à une rénovation du parti dans l'esprit d'un âge d'or mythique de l'AKP, il a été bien compris comme l'annonce d'un nouveau parti, projet qui lui avait été attribué à maintes reprises, mais jamais confirmé. Davutoglu se décide ainsi, avec une équipe de « déçus », à tenter son coup dans cette période de fragilisation économique et de recul politique.

Il semble cependant ne pas être le seul. L'ancien ministre des Affaires étrangères, de l'économie et pour un temps négociateur en chef pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne Ali Babacan, entouré de nombre de cadres majeurs de l'AKP de la première heure, se prépare aussi à lancer son parti, parrainé par l'ancien Président de la république Abdullah Gül, lui aussi mis au ban depuis des années en raison de divergences avec le Chef. Les litiges antérieurs entre Davutoglu et Gül font obstacle pour le moment à une convergence des deux mouvements.

Autant de défis pour le régime d'Erdogan qui, conscient des épreuves qu'il a à surmonter - à commencer par le scrutin du 23 juin -, fera tout pour conserver son pouvoir. Les peuples kurdes et

turcs ont eu maintes fois l'occasion d'en faire l'expérience.

Uraz Aydin

Notes

[1] Voir Uraz Aydin, ESSF (article 48390), [Elections municipales du 31 mars en Turquie : l'opposition perce, le bloc d'Erdogan « résiste ».](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48390)]] :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48390>

[2] D'autre part, après les élections du 31 mars 2019, les candidats de l'AKP ont repris six municipalités de districts après recours, sous prétexte que les candidats (HDP) sortant avaient été exclus de la fonction publique dans le cadre de l'état d'urgence alors que cela n'avait constitué aucun problème lors des candidatures.

[3] Voir Metin Feyyaz, ESSF (article 48876), [En Turquie, la classe ouvrière fait face à des attaques majeures](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48876) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article48876>

[4] <https://kriznotlari.blogspot.com/2019/05/buyuk-sermaye-iktidar-gerilimi-uzerine.html>

• Article envoyé par l'auteur en date du 1^{er} juin 2019. Publié par Alencontre le 3 juin 2019 : <https://alencontre.org/asia/turquie/turquie-fragments-socio-politiques-du-paysage-de-lentre-deux-elections.html>
